

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEN**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Thibault Delforge, *Secrétaire communal f.f.*

Excusés

Florence Couldrey, *Échevin-e* ;
Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Nathalie Wyns, Cécile Henrard, *Conseillers communaux*.

Séance du 30.03.23

#Objet : Règlement-redevance relatif à la politique communale de stationnement en espace public - Modification #

Séance publique

Taxes communales

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Nouvelle Loi communale **et notamment ses articles 117 et suivants** ;

Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière;

Vu l'Ordonnance du **6 juillet 2022** portant organisation de la politique du stationnement et **redéfinissant les missions et modalités de gestion** de l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, **et ses modifications ultérieures** ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière, modifiée par l'Ordonnance du 20 juillet 2016 ;

Vu l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route);

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement, **et ses modifications ultérieures** ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation, **tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 octobre 2022** ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés, **et ses modifications ultérieures**;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2017 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers ;

Vu l'Arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées;

Vu l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement;

Vu le code de la route ;

Vu l'avis de l'Agence régionale du stationnement du 25 juin 2018;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins :

ARRETE :

Le règlement approuvé par le Conseil Communal du 25 février 2021 est remplacé comme suit :

TITRE I.- DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE I.- CHAMP D'APPLICATION DU RÈGLEMENT COMMUNAL DE STATIONNEMENT

Article 1 : Le présent règlement est applicable à tout véhicule à moteur **à l'exception de véhicules de plus de 3,5 tonnes, qui peuvent uniquement se stationner aux endroits spécialement prévus pour cela.**

Article 2 : Le règlement est applicable sur toute voie publique et en tout lieu public au sens de la loi sur la circulation routière et au sens du Code de la route.

CHAPITRE II.- DÉFINITIONS

Article 2 : Pour l'application du présent règlement, il est entendu par :

1° Agence du stationnement : l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles- Capitale, telle que définie dans le **Chapitre 7 de l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et les modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;**

2° Arrêté : **l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation tel que modifié par l'arrêté du 20 octobre 2022 ;**

3° Cartes de dérogation : les cartes de dérogation visées par l'Ordonnance **du 6 juillet 2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale** du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses arrêtés d'exécution, étant entendu que les cartes de dérogation peuvent être « physiques » ou « virtuelles » ;

4° Disque de stationnement : le disque de stationnement visé à l'article 27.1.1. de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et défini à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 1er décembre 1975 déterminant les caractéristiques de certains disques, signalisations et plaques (marques d'immatriculation) prescrits par le règlement général sur la police de la circulation routière.

5° Entreprises et indépendants : la personne ou l'entreprise ayant son siège social ou d'exploitation, dans ~~l'une des 19 communes bruxelloises~~ **la Région de Bruxelles-Capitale** . Par 'personne', il y a lieu d'entendre le titulaire d'une profession libérale ou l'indépendant. Par 'entreprise', il y a lieu d'entendre toute personne morale quel que soit son statut.

6° Établissement d'enseignement : tout établissement organisé, reconnu ou subventionné par une communauté et les crèches publiques ou qui appliquent des tarifs liés au revenu, implantés dans ~~l'une des 19 communes bruxelloises~~ **la Région de Bruxelles-Capitale**

7° Ménage : le ménage est constitué soit par une personne vivant habituellement seule, soit par ~~deux ou~~ plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de parenté, partagent la même résidence principale. La composition du ménage est attestée par une composition de ménage, **extraite du Registre National.**

8° Période de stationnement : période de 4 heures 30 minutes qui débute à compter de la délivrance de l'invitation à payer une redevance forfaitaire. ~~Cette durée est conservée même en cas d'extension ou de réduction de la période payante.~~ **visée à l'article 14, § 2 de l'Ordonnance du 6 juillet 2022**

9° Secteur de stationnement **et maille**: la zone géographique qui délimite les voies sur lesquelles la carte de dérogation est valable. **Chaque secteur de stationnement est composé de différentes mailles sauf si le Conseil Communal décide d'appliquer des secteurs de stationnement fixés conformément à l'article 46ter de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation.**

10° Voitures partagées : les véhicules des opérateurs de carsharing au sens de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés, et ses modifications ultérieures.

11° Zones **réglementées** : ~~un ensemble de rues dans lequel un règlement spécifique de stationnement est d'application et dont le commencement ou l'accès ainsi que la fin sont indiqués par un signal auquel la validité zonale a été conférée comme prévu à l'article 65.5 du Code de la route.~~

~~Des rappels ne sont pas obligatoires et doivent rester exceptionnels sous peine que leur multiplication entraîne le même nombre de signaux que le système classique où ils sont répétés à tous les carrefours.~~

les zones telles que définies aux articles 2, 3° et 4° de l'Ordonnance et l'article 3 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de

stationnement réglementé et aux cartes de dérogation et ses modifications ultérieures.

~~12° Zones bleues : zone dans laquelle, sauf dérogation, tout utilisateur d'un emplacement de stationnement est tenu de respecter la durée limitée de stationnement au moyen d'un disque de stationnement conformément à l'article 27 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, sous peine d'être soumis à la redevance de stationnement visée à l'article 6.~~

~~12° Redevance **de stationnement forfaitaire** : montant dû pour l'utilisation d'une place de stationnement au-delà du temps requis pour l'embarquement ou le débarquement de personnes ou de choses au sens de l'article 2.23 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique **et établie en vertu de l'article 14, § 2 de l'Ordonnance du 6 juillet 2022.**~~

~~13° Zone de Police : une des six zones de la Police locale de la Région de Bruxelles-Capitale qui regroupe plusieurs communes.~~

~~14° Second lieu de résidence ou résidence secondaire : une résidence secondaire sur le territoire de la Commune pour laquelle le propriétaire s'acquitte de la taxe communale sur les secondes résidences.~~

~~15° **Connexion : identification électronique en vue de charger ou de payer un tarif de rotation auprès de l'exploitant de l'infrastructure de recharge de véhicules électriques ;**~~

~~16° **Emplacement réservé : emplacement de stationnement destiné à des catégories spécifiques de véhicules, de personnes ou d'activités tel que définies par l'article 12 de l'Ordonnance du 6 juillet 2022**~~

~~17° **Borne de recharge électrique : Infrastructure permettant la recharge d'un ou plusieurs véhicules électriques. La borne comporte au minimum un point de charge matérialisé par un socle de prise**~~

~~18° **Ordonnance : l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale**~~

~~19° **Plan de déplacement d'entreprise : le plan de mobilité élaboré par ou pour une personne morale ou indépendant, qui analyse et décrit ses besoins en mobilité.**~~

~~20 ° **Plan de déplacement scolaire ou équivalent : le plan de mobilité élaboré par ou pour une personne morale ou un établissement scolaire, qui analyse et décrit ses besoins en mobilité**~~

~~21° **Raccordement : branchement physique d'un véhicule électrique à la borne électrique, telle que définie dans le présent article, en vue de recharger ledit véhicule**~~

~~22° **Usager : la personne au nom de laquelle le véhicule à moteur est immatriculé**~~

~~23 ° **Voitures partagées entre particuliers : les véhicules partagés au travers d'un système de partage de voitures pour particuliers agréé par Bruxelles Mobilité au sens de l'arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2017 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de véhicules entre particuliers.**~~

~~24° **Marque d'immatriculation : marque d'immatriculation au sens de l'article 20 de l'AR du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules (plaque d'immatriculation).**~~

TITRE II.- ZONES REGLEMENTÉES**CHAPITRE I.- TYPES DE ZONES**

Section 1.- Zone bleue

Sous-section 1.- Durée

Article 3 : La durée de stationnement autorisée est de maximum 2 heures du lundi au samedi inclus, sauf si des modalités particulières sont indiquées sur la signalisation.

Sous-section 2.- Montant

Article 4 : Le stationnement en zone bleue est gratuit pour la durée du temps de stationnement autorisée moyennant l'utilisation du disque de stationnement **conformément à l'article 27 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de circulation routière et l'usage de la voie publique (disque bleu).**

Article 5 : ~~Le montant de la redevance forfaitaire, en cas d'absence de carte de dérogation valable pour ce type de zone et/ou secteur de stationnement, du disque bleu et/ou de dépassement de la durée autorisée par le disque bleu ou encore de l'usage erroné du disque bleu est de 25 euros par période de stationnement.~~ **En cas de défaut d'utilisation du disque de stationnement réglementaire ou de dépassement de la durée maximale autorisée ou de mauvaise utilisation du disque de stationnement réglementaire, la personne physique ou morale au nom de laquelle le véhicule est immatriculé est réputée avoir opté pour le**

paiement d'une redevance de 35 euros par période de stationnement.

Sous-section 3.- Horaire

Article 6 : L'utilisation d'un emplacement de stationnement situé dans la zone bleue est soumise aux conditions d'utilisation définies à l'article 9, § 1^{er}, 3° de l'Ordonnance du 6 juillet 2022 tous les jours de la semaine de 9 heures à 18 heures à l'exception des dimanches et jours fériés légaux.

Article 6bis : Par dérogation **à l'article 10, alinéa 3 de l'Ordonnance du 6 juillet 2022** portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et conformément à **l'article 5** de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation, la réglementation est appliquée de 15h30 à 19h30, du lundi au vendredi et de 8h30 à 19h30 le samedi et le dimanche, dans les rues suivantes :

- Avenue Charles Schaller (du numéro 1 au numéro 89 et du numéro 2A au numéro 52) ;
- Clos du Blankedelle ;
- Rue Jean Mereaux ;
- Rue René Christiaens ;
- Rue Gustave Timmermans ;
- Rue Henri Simons ;
- Rue Léopold Van Asbroeck ;
- Avenue Jean Charlier ;
- Avenue Hugo Van der Goes ;
- Avenue Jean-Baptiste Vannypen;
- Rue Henri Deraedt;
- Rue Georges Huygens;
- Rue Egide Charles Bouvier;
- Rue Antonius Dewinter

Section 2.- Zone de livraison

Sous-section 1.- Montant **et durée**

Article 7 : Une redevance forfaitaire de 100 EUR par période de stationnement est due en cas de stationnement sur une zone délimitée par un panneau E9a tel que défini à l'article 70.2.1 de l'arrêté royal du 12 décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, complété par un panneau additionnel « payant sauf livraisons » précisant la période horaire de réglementation et le montant de la redevance forfaitaire.

Article 8 : Aucune redevance forfaitaire n'est due lorsque le véhicule est en cours de livraison. Un véhicule est considéré comme étant en cours de livraison lorsqu'il est à l'arrêt et qu'une action de chargement ou de déchargement de biens en lien avec le véhicule est constatée.

Article 9 : les cartes de dérogation ne sont pas valables en zone de livraison durant les horaires de réglementation indiqués sur le panneau additionnel (Type V a,b,c et d).

Sous-section 2.- Horaire

Article 10 : ~~La réglementation de la zone de livraison est appliquée selon les modalités précisées sur la signalisation routière.~~ Les modalités de la réglementation de la zone de livraison sont précisées sur le panneau additionnel « payant excepté livraison ».

Section 3.- La zone « emplacement réservé »

Sous-section 1.- **Durée et Modalités**

Article 11 : La durée de stationnement dans la zone « emplacement réservé » n'est pas limitée.

Sous-section 2.- Montant

Article 12 : Le montant de la redevance forfaitaire sans l'apposition de la carte de dérogation appropriée à cette zone est de ~~25~~ 35 euros par période de stationnement.

Section 4.- Zone 'kiss & ride'

Sous-section 1.- Durée

Article 13 : Le temps de stationnement maximum autorisé est celui indiqué sur la signalisation routière prévue à cet effet.

Article 14 : Sous réserve des cartes de dérogation délivrées aux prestataires de soins médicaux urgents, les cartes de dérogation ne sont pas valables en zone « Kiss and ride ».

Sous-section 2.- Montant

Article 15 : En cas de dépassement du temps indiqué sur la signalisation routière prévue à cet effet, ou en l'absence de celle-ci, lorsque le véhicule est arrêté plus longtemps qu'il est nécessaire à des personnes pour monter ou descendre du véhicule ou par charger ou décharger des choses, le montant de la redevance forfaitaire ~~en cas de dépassement du temps repris sur la signalisation routière prévue à cet effet~~ est de 100 euros par période de stationnement.

Section 5.- Zone « Chargement électrique »

Sous-section 1.- Durée

Article 16 : Le stationnement en zone « chargement électrique » est autorisé gratuitement pour autant que le véhicule de l'utilisateur soit connecté ou qu'il procède au raccordement physique de son véhicule à la borne électrique.

Sous-section 2.- Montant

Article 17 : ~~Il est autorisé et gratuit de stationner un véhicule électrique sur les emplacements « chargement électrique » pour autant que le véhicule soit connecté à la borne électrique et effectivement en charge. Une redevance de 50 EUR par période de stationnement est due par l'utilisateur d'un véhicule à moteur non électrique ou par l'utilisateur d'un véhicule électrique stationné qui n'est pas en charge pendant une durée maximale de 4 heures 30. Les cartes de dérogation ne sont pas valables sur ces emplacements sans connexion ou raccordement physique.~~

CHAPITRE II.- PROCÉDURE DE RECouvreMENT

Article 18 : La redevance forfaitaire est acquittée dans un délai de douze jours à dater de l'invitation à payer.

Article 19 : A défaut de paiement intégral dans ce délai, un premier rappel gratuit est envoyé.

Article 20 : Si un deuxième rappel s'avère nécessaire, la redevance est majorée de 15 euros.

Article 21 : En cas de non-paiement persistant, le recouvrement de la redevance sera poursuivi par la voie civile légale.

Article 22 : Les frais, droits et débours occasionnés dans toutes les phases du recouvrement des montants dus sont à charge du débiteur.

Article 23 : Conformément à l'article 17 de l'Ordonnance du 3 avril 2014, **modifié par l'Ordonnance du 20 juillet 2016**, relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière, la redevance est due par le titulaire ~~du numéro~~ de la plaque d'immatriculation.

Article 24 : Le Collège des Bourgmestres et Échevins est compétent pour connaître des réclamations de la part des citoyens.

TITRE III.- CARTES DE DÉROGATION

CHAPITRE I.- CARTES DE DÉROGATION DÉLIVRÉES PAR LA COMMUNE

Section 1.- Dispositions communes

Article 25 : Le système de la carte de dérogation peut être remplacé par un système de contrôle électronique sur la base de la plaque d'immatriculation du véhicule. Si la commune a recours à un système électronique, les cartes de dérogation de type vignette peuvent toutefois être maintenues pour certains types de dérogation, notamment pour celles dont la validité couvre l'ensemble ou une partie du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et pour celles permettant la mise en application d'un accord intervenant entre la commune et une ou plusieurs des communes limitrophes. Dans le cas où une vignette est utilisée, celle-ci doit être apposée d'une manière lisible dans son intégralité sur la face interne du pare-brise avant du véhicule afin de permettre à l'agent contrôleur de vérifier toutes les données de celle-ci. A défaut, la vignette n'a aucune valeur et la redevance est due.

Article 26 : Les cartes de dérogation ci-après peuvent être accordées sur demande à la commune. Néanmoins, la commune a la possibilité de limiter le nombre de cartes de dérogation valables sur son territoire.

Article 27 : La carte de dérogation ne sera accordée qu'après paiement en une fois du montant intégral et pour autant que le demandeur remplisse toutes les conditions d'octroi et qu'il en ait apporté la preuve. ~~Dans tous les cas, les cartes de dérogation ne sont effectives que le lendemain de leur enregistrement.~~

Article 28 : La carte de dérogation n'est valable que pour la plaque d'immatriculation **enregistrée dans le logiciel d'octroi des cartes de dérogation** et le(s) secteur(s) attribués lors de l'enregistrement.

Article 29 : Pour obtenir un changement de plaque d'immatriculation durant la validité de la carte, ceci ne pourra se faire qu'après examen des circonstances particulières le justifiant. Le cas échéant, le bénéficiaire d'une carte de dérogation doit **immédiatement** informer la commune du changement **dans les cinq jours ouvrables**.

Article 30 : Au cours d'une année civile, il est possible de modifier gratuitement à deux reprises maximum sa plaque d'immatriculation. À partir de la troisième modification incluse, chaque modification sera subordonnée au paiement de **15,00€**.

Article 31 : Le demandeur d'une carte de dérogation répond des éventuels coûts liés à l'utilisation de technologie lors de la délivrance et de l'utilisation de la carte de dérogation.

Article 32 : La commune et/ou l'Agence n'est pas tenue de relancer les titulaires quant à l'expiration prochaine de la validité de leur carte. Ceci est de leur responsabilité. Ils ne pourront en aucun cas se retourner contre l'autorité communale en cas d'oubli.

Article 33 : Toute demande de renouvellement peut être introduite auprès de la commune au plus tôt 60 jours ouvrables avant l'expiration de la précédente.

Article 34 : Les documents listés pour l'obtention de chaque type de carte ne sont indiqués qu'à titre informatif et de manière non-exhaustive.

Article 35 : Dès que le bénéficiaire d'une carte de dérogation ne remplit plus les conditions d'octroi, il en informe la commune, en restituant la carte s'il s'agit d'une carte physique, ~~comme imposé par~~ conformément à l'article 5, § 1^{er} de l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement.

Article 35bis : Lors du renouvellement de la carte de riverain, les conditions d'octroi seront contrôlées. En cas de fraude ou de fausse déclaration, la carte de riverain sera refusée ou retirée immédiatement sans remboursement de droit.

Article 36 : **Le montant de la carte de dérogation reste dû intégralement**. ~~Le montant de la redevance qui est supérieur à la première année est, le cas échéant, remboursé à concurrence des mois entiers encore restants pendant lesquels la carte d'exemption n'a pas été utilisée.~~

Article 37 : ~~Dans le cas d'une carte physique ou d'une carte virtuelle,~~ La commune et/ou l'Agence annulent de plein droit les cartes de dérogation pour lesquelles une modification des conditions du demandeur est intervenue de telle sorte qu'il ne répond plus aux critères d'octroi.

Article 38 : En cas de changement du plan reprenant les mailles de stationnement ou les secteurs de stationnement fixes, les cartes de dérogation concernées seront remplacées dès la date d'entrée en vigueur de la nouvelle carte.

Article 39 : Dans l'objectif d'une coordination optimale et d'une gestion rationnelle, notamment dans le cadre du projet de sectorisation régionale, les cartes de dérogation d'autres communes peuvent, le cas échéant être reconnues sur le territoire de la commune.

Article 40 : **Il ne sera pas délivré de carte de dérogation :**

- **Pour les véhicules de plus de 3,5 T**
- **Pour les véhicules de moins de 3,5 T de types suivants (catégorie DIV) :**

° **dépanneuse**

° **remorque**

° **bus et autocar**

° **matériel agricole (dont quad)**

° **matériel industriel**

° **tracteur**

° **les plaques d'immatriculation destinées aux « essais » commençant par « ZZ ».**

Cette liste n'est pas exhaustive.

Article 41 : **A partir du 1^{er} mai 2025 et ensuite tous les trois ans, le prix des cartes de dérogation est automatiquement et de plein droit indexé sur la base de l'indice des prix à la consommation. Le nouveau prix résulte de la formule suivante : prix multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation en vigueur au mois de janvier**

précèdent la date de l'indexation. L'indice de base est l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2023.

Le tarif résultant du calcul visé à l'alinéa précédent est arrondi à l'euro inférieur.

Section 2.- Carte de dérogation « riverain »

Sous-section 1.- Bénéficiaires

Article 42 : Peuvent bénéficier de la carte « riverain » :

- Les personnes inscrites au registre de la population ou au registre d'attente de la commune d'Auderghem ;
 - Les personnes domiciliées dans la commune dont le véhicule est immatriculé à l'étranger, pendant la période de demande d'une immatriculation belge ~~limitée à 3 mois~~. **Dans ce cas, la carte riverain est délivrée au tarif annuel mais pour une durée limitée à 3 mois. En cas de changement effectif de la plaque d'immatriculation, la validité de la carte de dérogation est prolongée pour une durée de 9 mois ;**

- Toute personne résidant à la commune et possédant un véhicule immatriculé à l'étranger doit le faire immatriculer en Belgique à l'exception de certains cas énumérés à l'article 1 de l'Arrêté royal du 18.06.2014 modifiant l'article 3 de l'Arrêté Royal du 20 juillet 2001.

Si la personne est dispensée d'inscription, il est tenu compte des attestations délivrées par le Service Public Fédéral de l'Intérieur, Office des Étrangers ; le Service Public Fédéral des Affaires Étrangères, le Service du Protocole, ou une Ambassade ou un Consulat pour lequel la personne travaille ;

- Les personnes qui ont un second lieu de résidence dans la commune d'Auderghem ;

- Les personnes inscrites au registre de la population ou au registre d'attente de la commune d'Auderghem et qui ont un besoin spécifique de stationnement dans le cadre d'un système de partage de voiture pour les particuliers reconnus par l'~~Administration~~ **Bruxelles-Mobilité**. Le véhicule est partagé par au moins trois particuliers, dont deux au moins sont domiciliés dans une ou plusieurs communes de la Région de Bruxelles-Capitale différentes.

Article 43 : Dans tous les cas énumérés à l'article 42, ne peuvent bénéficier de la carte de dérogation « riverain », que les personnes dont leur domicile ou leur second lieu de résidence se trouve en zone réglementée « bleue ».

Sous-section 2.- Nombre de cartes par ménage

Article 44 : Le nombre de cartes par ménage est limité à 2.

Sous-section 3.- Prix et durée de validité de la carte « riverain »

Article 45 : Les prix et les durées de validité sont déterminés de la manière suivante :

- Première carte de dérogation du ménage : 15 euros par an ;

- Deuxième carte de dérogation du ménage : **120** euros par an ;

- Pour les personnes ayant une résidence secondaire, une seule carte peut être délivrée pour : **500** euros pour 12 mois.

- Pour les personnes disposant d'un véhicule immatriculé à l'étranger :

° 1 an si le titulaire de l'immatriculation ne doit pas immatriculer son véhicule en Belgique

° 3 mois si le titulaire de l'immatriculation doit immatriculer son véhicule en Belgique. La validité de la carte est prolongée de 9 mois en cas de changement effectif de l'immatriculation étrangère en immatriculation belge avec un cumul maximum de 12 mois.

- En cas de changement d'immatriculation étrangère en immatriculation belge : tarif en fonction du nombre de cartes dans le ménage.

- Pour les véhicules partagés entre particuliers, le tarif est fonction du nombre de cartes du ménage et des tarifs prévus par la commune pour le(s) secteur(s) pour lequel(s) la carte de dérogation est demandée

Sous-section 4.- Types de zone dans lesquels la carte de dérogation est valable

Article 46 : La carte de dérogation « riverain » est valable en zone bleue.

Sous-section 5.- Validité sectorielle

Article 47 : Les titulaires de la carte de riverain ne sont autorisés à stationner leur véhicule que dans les limites du secteur qui leur est assigné.

Sous-section 6.- Documents à fournir pour l'obtention de la carte de dérogation

Article 48 : Le demandeur doit produire les documents suivants:

- la carte d'immatriculation du véhicule auprès de la DIV **partie 1 recto verso** ;

- la preuve que le véhicule est immatriculé à son nom ou qu'il en dispose de façon permanente, s'il n'est pas le titulaire de la plaque d'immatriculation.

- pour un véhicule en leasing : fournir la preuve de ce leasing qui doit mentionner d'une manière explicite le nom du demandeur ainsi que la plaque du véhicule.

- pour les véhicules de société : S'il s'agit d'un véhicule mis à disposition par un employeur, une attestation signée de l'employeur – sur papier à tête de la société - précisant que le demandeur est l'utilisateur permanent du véhicule.

- Les statuts de la société si le propriétaire du véhicule est gérant ou administrateur de la société.

- pour le véhicule d'une tierce personne, le demandeur doit obligatoirement présenter une copie du contrat d'assurance dans lequel il sera mentionné qu'il est le conducteur principal du véhicule.

- la carte d'identité ou une procuration avec la carte d'identité du demandeur dans le cas où celui-ci ne se présente pas en personne. **Dans ce cas, la procuration doit mentionner le nom de la personne qui se présente en lieu et place du demandeur ainsi que le document pour lequel la demande est faite.**

- pour une voiture partagée entre particuliers: la carte d'immatriculation du véhicule auprès de la DIV ainsi que la preuve de paiement de l'affiliation à une plateforme spécialisée dans le partage de voitures entre particuliers et la convention liant les parties prenantes au partage du véhicule.

~~Il n'existe pas de modèle spécifique de procuration. Les données qui doivent y figurer sont le nom et le prénom de la personne qui vient en lieu et place du demandeur de la carte de riverain ainsi que la mention du document requis (ici la carte riverain). La copie de la carte d'identité du demandeur doit être bien lisible.~~

Cette liste est donnée à titre informatif et n'est pas exhaustive. **Elle est reprise sur le site internet communal.**

Tout habitant de la commune, possédant déjà une carte de riverain pour un véhicule de base, peut demander une carte temporaire gratuite dans le cadre d'un véhicule de **remplacement de son véhicule de base qui se trouverait dans l'impossibilité de rouler.**

La durée octroyée sera déterminée au cas par cas, en fonction de la durée de remplacement – prouvée par un document – du véhicule de base et ne pourra dépasser la durée de validité de la carte initiale.

Aussi longtemps que la carte de dérogation n'a pas été accordée, aucun usager ne pourra se prévaloir de quelque droit que ce soit, lié à celle-ci.

Section 3.- Carte de dérogation « professionnel »

Sous-section 1.- Bénéficiaires

Article 49 : Sont concernés par ce type de carte :

- Les entreprises et indépendants : la commune octroie un maximum de 2 cartes de dérogation « professionnel » par entité économique ;

- Les établissements d'enseignement : la commune octroie un maximum de 2 cartes de dérogation « professionnel » par unité d'établissement ;

- Les membres du personnel ~~des zones de police~~ **de la zone de police à laquelle est rattachée la commune.** : la commune octroie un maximum de 2 cartes de dérogation « professionnel » par zone de police.

Article 50 : Dans tous les cas énumérés **à l'article 49**, ne peuvent bénéficier d'une carte de dérogation que les demandeurs dont le siège social, lieu d'exploitation, l'établissement d'enseignement ou la zone de police se trouve en zone réglementée bleue.

Sous-section 2.- Prix

Article 51 : Les prix des cartes pour les entreprises et indépendants est de 200 euros par an pour chacune des cartes.

Article 52 : Le prix de la carte pour les établissements d'enseignement est 200 euros/an par secteur.

Article 53 : Le prix pour les membres du personnel des zones de police : 200 euros/an par secteur.

Sous-section 3.- Prix - Modalités particulières relatives aux services de Police et aux établissements d'enseignement

Article 54 : Lorsque le membre du personnel est actif comme agent dans plusieurs commissariats, la carte de dérogation est valable pour les différents secteurs de stationnement dans lesquels les commissariats sont situés. Dans ce cas, le bénéficiaire paie le prix de la carte de dérogation pour chaque secteur demandé. Le prix de la carte peut varier en fonction des tarifs pratiqués par les communes dans lesquelles la carte de dérogation est valable.

Article 55 : Lorsque le membre du personnel d'un établissement d'enseignement est actif dans plusieurs écoles, la carte de dérogation est valable pour les différents secteurs de stationnement dans lesquels les écoles sont situées. Dans ce cas, le bénéficiaire paie le prix de la carte de dérogation pour chaque secteur

demandé. Le prix de la carte peut varier en fonction des tarifs pratiqués par les communes dans lesquelles la carte de dérogation est valable.

Sous-section 4.- Types de zone dans lesquels la carte de dérogation est valable

Article 56 : La carte de dérogation « professionnel » est valable en zones bleues.

Sous-section 5.- Validité sectorielle

Article 57 : Les titulaires de cette carte de dérogation ne sont autorisés à stationner leur véhicule que dans les limites du (des) secteur(s) qui leur est (sont) assigné(s).

Sous-section 6.- Introduction de la demande

Article 58 : L'entreprise, l'établissement d'enseignement ou la zone de police désigne un responsable unique pour retirer les cartes de dérogation auprès de la commune.

Article 59 : L'entreprise, l'établissement d'enseignement ou la zone de police distribue les cartes à son personnel selon ses propres règles.

Sous-section 7.- Documents à présenter pour l'obtention de la carte de dérogation

Article 60 : Liste des documents à fournir :

- Une copie recto/verso de la partie 1 du certificat d'immatriculation

le cas échéant :

- Les statuts de la société publiés au Moniteur Belge
- Les données de la Banque Carrefour en cas de personne privée - indépendant - ou de siège d'exploitation autre que le siège social - unité d'entreprise
- Une attestation de l'employeur
- Le contrat de travail en veillant à noircir les données ~~en veillant à noircir les données~~ sensibles d'ordre privé.

Cette liste est donnée à titre informatif et n'est pas exhaustive. **Elle est reprise sur le site internet communal.**

Article 61 : Dans tous les cas, la demande de carte de dérogation « professionnel » doit être accompagnée, selon le cas, soit d'un plan de déplacement scolaire ou d'entreprises, soit d'un équivalent approuvé.

Section 4.- Carte de dérogation « Visiteur »

Sous-section 1.- Bénéficiaire

Article 62 : Peuvent bénéficier de la carte de dérogation « visiteur » le(s) visiteur(s) d'un ménage. La carte est toujours délivrée au ménage bruxellois exclusivement, pour ses visiteurs.

Sous-section 2.- Prix

Article 63 : Le prix de la carte de dérogation est de 2,5 euros par véhicule par période de 4 heures 30 minutes.

Sous-section 3.- Nombre de périodes par ménage par an

Article 64 : Le nombre de périodes ~~de période~~ de stationnement (4h30) qui peut être octroyé par an et par ménage est de maximum 100.

Sous-section 4.- Type de réglementation dans lesquels la carte de dérogation est valable

Article 65 : La carte de dérogation « visiteur » est valable en zones bleues.

Sous-section 5.- Validité sectorielle

Article 66 : La carte « visiteur » est valable dans les limites du secteur de stationnement qui lui est assigné.

Article 67 : Les ménages qui disposent d'une carte de dérogation « riverain » pour la commune d'Auderghem reçoivent **une carte visiteur dont le secteur de stationnement est le même que celui de leur carte riverain**

Sous-section 6.- Documents à présenter pour l'obtention de la carte de dérogation

Article 68 : Le demandeur doit produire les documents suivants :

- la carte d'immatriculation du véhicule auprès de la DIV **partie 1 recto-verso.**
- une copie de la carte d'identité de la personne domiciliée sur le territoire de la commune.

Cette liste est à titre informatif et n'est pas exhaustive. **Elle est reprise sur le site internet communal.**

CHAPITRE II.- CARTES DE DÉROGATIONS DÉLIVRÉES EXCLUSIVEMENT PAR L'AGENCE DU STATIONNEMENT, VALABLE A L'ÉCHELLE RÉGIONALE

Article 69 : Les cartes de dérogation « prestataire de soins médicaux urgents », « prestataire de soins médicaux à domicile », « voiture partagée » et la carte « professionnel » (cas spécifiquement prévu à l’art. 84, § 1, 2°, de l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation **et ses modifications ultérieures**) sont délivrées par l’Agence du stationnement selon les modalités et aux conditions déterminées par l’autorité administrative compétente.

CHAPITRE III.- CARTE DE DÉROGATION DÉLIVRÉE PAR LE SPF SÉCURITÉ SOCIALE

Article 70 : La carte européenne de stationnement pour personnes handicapées tient lieu de carte de dérogation **à condition qu’elle soit apposée visiblement au milieu et contre la face interne du pare-brise. Les personnes bénéficiant de cette carte peuvent demander une carte visiteur dans leur zone de stationnement.**

Article 71 : Elle est valable dans tous les secteurs de stationnement fixés par la Région en zones rouges, oranges, grises, bleues, vertes et « évènement ».

TITRE IV.- DISPOSITION FINALE

Article 72 : Le règlement adapté entrera en vigueur le ~~cinquième jour qui suit le jour de sa publication~~ **1^{er} mai 2023.**

Article 73 : Le Collège des Bourgmestre et Échevins délègue au service de la mobilité l’établissement des formulaires de demandes relatifs aux cartes de dérogation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal f.f.,
(s) Thibault Delforge

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 31 mars 2023

Le Secrétaire communal,
Par délégation,

La Bourgmestre,

Fred Prévost

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Christian Grêtry, Marc Vandame, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Thibault Delforge, *Gemeentesecretaris d.d.*

Verontschuldigd

Florence Couldrey, *Schepen* ;
Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Nathalie Wyns, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 30.03.23

#Onderwerp : Reglement-Retributie houdende het gemeentelijk beleid inzake parkeren in de openbare ruimte - Wijziging #

Openbare zitting

Gemeentebelastingen

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, **en in het bijzonder de artikelen 117 en volgende;**

Gelet op de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer;

Gelet op de ordonnantie van **6 juli 2022** houdende organisatie van het parkeerbeleid en **herdefiniëring van de opdrachten en beheersmodaliteiten** van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest **en de latere wijzigingen daarvan;**

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens, gewijzigd door de ordonnantie van 20 juli 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de Wegcode);

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan **en de latere wijzigingen daarvan;**

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, **zoals gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 oktober 2022.**

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van parkeerplaatsen door operatoren van gedeelde motorvoertuigen **en de latere wijzigingen daarvan;**

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering van 13 juli 2017 houdende een regeling voor de erkenning van autodeelsystemen voor particulieren;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op de Wegcode;

Gelet op de mening van het Gewestelijke Agentschap van 25 juni 2018;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen:

BESLIST :

Het reglement waarover de Gemeenteraad op 25 februari 2021 heeft beraadslaagd, wordt als volgt vervangen:

TITLE I.- ALGEMENE BEPALINGEN**HOOFDSTUK I.- TOEPASSINGSGEBIED VAN HET GEMEENTELIJK PARKEERBELEID**

Artikel 1: Dit reglement is van toepassing op elk motorvoertuig met uitzondering van voertuigen van meer dan 3,5 ton, die alleen op speciaal daarvoor bestemde plaatsen mogen parkeren.

~~Artikel 2:~~ Het reglement is van toepassing op elke openbare weg en elke openbare plaats in de zin van de wet op het verkeer en in de zin van de Wegeode.

HOOFDSTUK II.- DEFINITIES

Artikel 2: Voor de toepassing van dit reglement verstaat men onder:

1° Parkeeragentschap: het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gedefinieerd in Hoofdstuk 7 van de ordonnantie van 6 juli 2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

2° Besluit: het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten zoals gewijzigd door het besluit van 20 oktober 2022;

3° Vrijstellingskaarten: de vrijstellingskaarten bedoeld door de ordonnantie van 6 juli 2022 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheersmodaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ~~van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, en haar uitvoeringsbesluiten, waarbij de vrijstellingskaarten "materieel" of "virtueel" kunnen zijn, waarbij de vrijstellingskaarten "materieel" of "virtueel" kunnen zijn.~~

4° Parkeerschijf: de parkeerschijf zoals bedoeld in artikel 27.1.1. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en bepaald in artikel 1 van het ministerieel besluit van 1 december 1975 tot vaststelling van de kenmerken van bepaalde schijven, bebakeningen en platen die voorgeschreven zijn door het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.

5° Bedrijven en zelfstandigen: de persoon of het bedrijf met zijn maatschappelijke of exploitatiezetel in ~~een van de 19 Brusselse gemeenten~~ het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Met "persoon" wordt hier de beoefenaar van een vrij beroep of zelfstandige bedoeld. Met "bedrijf" wordt verwezen naar elke rechtspersoon, ongeacht zijn statuut.

6° Onderwijsinstelling: elke instelling, georganiseerd, erkend of gesubsidieerd door een gemeenschap en publieke kinderdagverblijven of kinderdagverblijven die inkomens gerelateerde tarieven hanteren, gevestigd in ~~een van de 19 Brusselse gemeenten~~ het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

7° Gezin: het gezin wordt gevormd door hetzij een gewoonlijk alleen levend persoon, hetzij door ~~twee of meer personen die, al dan niet verbonden door verwantschap, dezelfde hoofdverblijfplaats delen.~~ De gezinssamenstelling wordt aangetoond door een attest samenstelling gezin, uittreksel uit het Rijksregister;

8° Parkeerperiode: periode van 4 uur en 30 minuten die begint te lopen vanaf de aflevering van de uitnodiging tot betaling van een forfaitaire retributie, ~~Die duur wordt behouden zelfs in het geval van een uitbreiding of beperking van de betalende periode.~~ bedoeld in artikel 14, §2 van de ordonnantie van 6 juli 2022;

9° Parkeersektor en deelsektor: de geografische zone die de grenzen afbakt waarbinnen de vrijstellingskaart geldig is. Elke parkeersektor bestaat uit verschillende deelsektoren tenzij de gemeenteraad beslist om vaste parkeersektoren toe te passen in overeenstemming met artikel 46ter van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten;

10° Gedeelde voertuigen: de voertuigen van autodeeloperatoren in de zin van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van voorbehouden parkeerplaatsen aan operatoren van gedeelde motorvoertuigen, en de latere wijzigingen daarvan.

11° Gereglementeerde Zones : ~~alle straten waarin een specifiek parkeerreglement van toepassing is en waarvan het begin of de toegang alsook het einde aangegeven worden door een teken waaraan de zonale geldigheid werd toegekend zoals voorzien in artikel 65.5 van de wegeode.~~

~~Herinneringen zijn niet verplicht en moeten uitzonderlijk blijven opdat hun vereenvoudiging niet zou leiden tot hetzelfde aantal signalen als het klassieke systeem waar ze aan alle kruispunten worden herhaald:~~

de zones zoals gedefinieerd in de artikelen 2, 3 en 4° van de ordonnantie en artikel 3 van het besluit

van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten en de latere wijzigingen daarvan;

12° ~~Blauwe zone: zone waarin, behoudens uitzonderingen, elke gebruiker van een parkeerplaats moet de beperkte parkeerperiode moet naleven door middel van een parkeerschijf in overeenstemming met artikel 27 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg, op straffe van de parkeer retributie voorzien in artikel 6.~~

12° **Forfaitaire** Parkeerretributie: bedrag verschuldigd voor het gebruik van een parkeerplaats langer dan de tijd die nodig is voor het in- of uitstappen van personen of voor het laden of lossen van zaken in de zin van artikel 2.23 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende het algemeen reglement op de politie over het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg **en vastgesteld krachtens artikel 14, §2 van de ordonnantie van 6 juli 2022;**

13° Politiezone: een van de zes zones van de lokale politie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat verschillende gemeenten omvat.

14° Tweede verblijfplaats of tweede verblijf: een tweede verblijf op het grondgebied van de gemeente waarvoor de eigenaar de gemeentebelasting op tweede verblijven betaalt.

15° 5° Verbinding : elektronische identificatie om te kunnen laden of een rotatietarief te betalen aan de exploitant van de infrastructuur voor het herladen van elektrische voertuigen;;

16° Voorbehouden plaats: parkeerplaats bestemd voor specifieke categorieën voertuigen, personen of activiteiten zoals omschreven in artikel 12 van de ordonnantie van 6 juli 2022;

17° Elektrische laadpaal: infrastructuur die het mogelijk maakt om één of meer elektrische voertuigen op te laden. De paal heeft ten minste één laadpunt in de vorm van een stopcontact;

18° Ordonnantie: de ordonnantie van 6 juli 2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheersmodaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

19° Bedrijfsvervoerplan: het mobiliteitsplan uitgewerkt door of voor een rechtspersoon of een zelfstandige, dat zijn mobiliteitsbehoeften analyseert en beschrijft;

20° Schoolvervoerplan of gelijkwaardig: het mobiliteitsplan uitgewerkt door of voor een rechtspersoon of onderwijsinstelling, dat haar mobiliteitsbehoeften analyseert en beschrijft;

21° Aansluiting: fysieke aansluiting van een elektrisch voertuig op de laadpaal, zoals omschreven in dit artikel, om dat voertuig op te laden;

22° Gebruiker: de persoon op wiens naam het motorvoertuig staat ingeschreven;

23° Tussen particulieren gedeelde auto's: voertuigen die gedeeld worden via een door Brussel Mobiliteit erkend autodeelsysteem voor particulieren in de zin van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 juli 2017 houdende een regeling voor de erkenning van autodeelsystemen voor particulieren;

24° Kentekenplaat: kentekenplaat in de zin van artikel 20 van het KB van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen (kentekenplaat).

TITLE II.- GERELEMENTEERDE ZONES

HOOFDSTUK I.- SOORTEN ZONES

Afdeling 1.- Blauwe zone

Onderafdeling 1.- Duur

Artikel 3: De toegelaten parkeertijd is beperkt tot 2 uur van maandag tot en met zaterdag, tenzij speciale voorwaarden die op de bewegwijzering worden aangegeven.

Onderafdeling 2.- Bedrag

Artikel 4: Parkeren in een blauwe zone is gratis voor de duur van de toegelaten parkeertijd en mits gebruik van een parkeerschijf **overeenkomstig artikel 27 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (blauwe schijf).**

Artikel 5: ~~De forfaitaire retributie in geval van afwezigheid van een geldige vrijstellingskaart voor dit zonetype en/of deze parkeersector, van de blauwe schijf en/of overschrijding van de duur toegelaten door de blauwe schijf of ook van een foutief gebruik van de blauwe schijf bedraagt 25 euro per parkeerperiode.~~ **In geval van niet-gebruik van de regulerende parkeerschijf, overschrijding van de maximaal toegestane duur of misbruik van de regulerende parkeerschijf wordt de fysieke persoon geacht te hebben gekozen voor betaling van een vergoeding van 35 euro per parkeerperiode.**

Onderafdeling 3.- Uurregeling

Artikel 6 : Het gebruik van een parkeerplaats gelegen in de blauwe zone is onderworpen aan de gebruiksvoorwaarden bepaald in artikel 9, § 1er, 1° van de ordonnantie van 6 juli 2022 elke dag van de week van 9 uur tot 18 uur, met uitzondering van zondag en wettelijke feestdagen.

Artikel 6bis: In afwijking van **artikel 10, lid 3 van de Ordonnantie van 6 juli 2022** houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap en van **artikel 5** van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, wordt de reglementering toegepast van 15u30 tot 19u30, van maandag tot vrijdag en van 8u30 tot 19u30 van zaterdag tot zondag, in de volgende straten:

- Charles Schallerlaan (van nummer 1 tot nummer 89 en van nummer 2A tot nummer 52)
- Blankedellegaarde;
- Jean Mereauxstraat;
- René Christiaensstraat;
- Gustave Timmermansstraat;
- Henri Simonsstraat;
- Léopold Van Asbroeckstraat;
- Jean Charlierlaan;
- Hugo Van der Goeslaan;
- Jean-Baptiste Vannypenlaan;
- Henri Deraedtstraat;
- Georges Huygensstraat;
- Egide Charles Bouvierstraat
- Antonius Dewinstraat

Afdeling 2.- Leveringszone

Onderafdeling 1.- Bedrag

Artikel 7: Een forfaitaire retributie van 100 euro per parkeerperiode is verschuldigd voor het parkeren in een zone die is aangeduid met een bord E9.a in de zin van artikel 70.2.1 van het koninklijk besluit van 12 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg, aangevuld met een bijkomend bord "te betalen behalve voor leveringen" met vermelding van de uurregelingperiode en het bedrag van de forfaitaire retributie.

Artikel 8: Bij levering door het voertuig is geen forfaitaire retributie verschuldigd. Een voertuig wordt geacht onderweg te zijn wanneer het stilstaat en er met het voertuig goederen worden geladen of gelost.

Artikel 9: De vrijstellingskaarten zijn niet geldig in leveringszones tijdens de uurregelingen aangeduid op het verkeersbord (Type V a,b,c en d).

Onderafdeling 2.- Uurregeling

Artikel 10: De reglementering van de leveringszone wordt toegepast volgens de modaliteiten aangegeven op de verkeerstekens. De voorwaarden van het reglement van de leveringszone worden gespecificeerd op het bijkomende bord "te betalen behalve levering".

Afdeling 3.- De zone "voorbehouden parkeerplaats"

Onderafdeling 1.- **Duur en modaliteiten**

Artikel 11: Er is geen tijdslimiet voor het parkeren in de zone "voorbehouden plaats".

Onderafdeling 2.- Bedrag

Artikel 12: Voor het parkeren op een "voorbehouden plaats" zonder het tonen van de voor die zone geldende vrijstellingskaarten is een vast tarief van ~~25~~ **35** EUR per parkeerperiode verschuldigd.

Afdeling 4.- "Kiss & Ride"-zone

Onderafdeling 1.- Duur

Artikel 13: De maximaal toegelaten parkeertijd is die aangegeven op de hiervoor voorziene verkeerstekens.

Artikel 14 :Met uitzondering van vrijstellingskaarten afgeleverd aan zorgverleners voor dringende

medische zorg, zijn vrijstellingskaarten niet geldig in de “kiss and ride” zone.

Onderafdeling 2.- Bedrag

Artikel 15: Indien de op de daarvoor bestemde verkeersborden aangegeven tijd wordt overschreden of, bij ontbreken van dergelijke borden, indien het voertuig langer wordt geparkeerd dan nodig is voor het in- en uitstappen van personen of voor het in- en uitladen van zaken, bedraagt de forfaitaire retributie 100 euro per parkeerperiode. ~~De forfaitaire retributie in geval van overschrijding van de tijd vermeld op de hiervoor voorziene wegsignalisatie bedraagt 100 euro per parkeerperiode.~~

Afdeling 5.- “Electrische oplaad”-zone

Onderafdeling 1.- Duur

Artikel 16: Parkeren in zones "Elektrisch opladen" is gratis, mits de gebruiker van het voertuig in kwestie verbonden is en zijn voertuig fysiek aansluit op de laadpaal.

Onderafdeling 2.- Bedrag

Artikel 17 : ~~Het is toegelaten en gratis om een elektrisch voertuig te parkeren op de parkeerplaatsen “elektrische oplading”, zolang het voertuig is aangesloten op de elektrische terminal en daadwerkelijk oplaadt. Een retributie van EUR 50 per parkeerperiode is verschuldigd door de gebruiker van een niet-elektrisch motorvoertuig of door de gebruiker van een geparkeerd elektrisch voertuig geparkeerd dat gedurende maximaal 4 uur en 30 minuten niet oplaadt. De vrijstellingskaarten zijn niet geldig op deze parkeerplaatsen, zonder verbinding of fysieke aansluiting.~~

HOOFDSTUK II.- INNINGSPROCEDURE

Artikel 18: De forfaitaire retributie moet worden betaald binnen de **twalf** dagen te rekenen vanaf het verzoek tot betaling.

Artikel 19: Indien binnen die termijn het gehele bedrag niet werd betaald, wordt een kosteloze eerste herinnering verzonden.

Artikel 20: Indien een tweede herinnering nodig is, wordt de retributie vermeerderd met 15 euro.

Artikel 21: Bij blijvende wanbetaling zal de retributie worden geïnd langs burgerrechtelijke weg.

Artikel 22: De kosten, rechten en gemaakte uitgaven tijdens alle fases van inning van de verschuldigde bedragen zijn ten laste van de schuldenaar.

Artikel 23: In overeenstemming met artikel 17 van de ordonnantie van 3 april 2014, **gewijzigd door de Ordonnantie van 20 juli 2016** betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens is de retributie verschuldigd door de houder van de nummerplaat.

Artikel 24: Het College van Burgemeester en Schepenen is bevoegd om klachten van burgers te horen.

TITLE III.- VRIJSTELLINGSKAARTEN**HOOFDSTUK I.- VRIJSTELLINGSKAARTEN UITGEREIKT DOOR DE GEMEENTE**

Afdeling 1.- Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 25: Het systeem van vrijstellingskaarten kan vervangen worden door een systeem van elektronische controle op basis van de kentekenplaat van het voertuig. Indien de gemeente een elektronisch systeem gebruikt, kunnen de vrijstellingskaarten van de soort vignet echter behouden worden voor bepaalde vrijstellingen, met name voor diegene waarvan de geldigheid het volledige of een deel van het grondgebied van het Brussels Gewest dekt en voor diegene die het mogelijk maken om een overeenkomst tussen de gemeente en een of meerdere aangrenzende gemeenten te implementeren. Indien een vignet gebruikt wordt, dient deze volledig en goed leesbaar geplaatst te worden op de binnenzijde van de voorruit van het voertuig zodat de controleagent alle gegevens van dit vignet kan nakijken. Bij gebreke, heeft de vrijstellingskaart geen enkele waarde en is de achtergelaten retributie verschuldigd.

Artikel 26: De hieronder vermelde vrijstellingskaarten kunnen op aanvraag worden toegekend door de gemeente. De gemeente heeft evenwel de mogelijkheid om het aantal geldige vrijstellingskaarten op haar grondgebied te beperken.

Artikel 27: De vrijstellingskaart zal pas worden toegekend na eenmalige betaling van het integrale bedrag en voor zover de aanvrager voldoet aan alle toekenningsvoorwaarden en het bewijs daarvan heeft bezorgd. ~~In elk geval zijn de vrijstellingskaarten pas geldig vanaf de dag volgend op de dag van hun registratie.~~

Artikel 28: De vrijstellingskaart is slechts geldig voor de kentekenplaat **geregistreerd in de software van de vrijstellingskaart** en de sector(en) die werd(en) toegekend bij de registratie.

Artikel 29: Een wijziging van de kentekenplaat gedurende de geldigheidsperiode van de kaart kan slechts worden verkregen na onderzoek van de bijzondere omstandigheden die deze wijziging rechtvaardigen. In voorkomend geval moet de begunstigde van de vrijstellingskaart de gemeente ~~onmiddellijk~~ op de hoogte

stellen van de wijziging **binnen vijf werkdagen**.

Artikel 30: Tijdens een burgerlijkjaar, heeft de ontvanger van een vrijstellingskaart de mogelijkheid om zijn kentekenplaat twee keer kosteloos te veranderen. Vanaf de derde verandering inbegrepen, zal elke verandering **15€** kosten.

Artikel 31: De aanvrager van een vrijstellingskaart draagt de eventuele kosten die verbonden zijn aan het gebruik van technologie bij de uitreiking en het gebruik van de vrijstellingskaart.

Artikel 32: De gemeente en/of het Agentschap is niet verplicht om de houders ervan op de hoogte te brengen dat de geldigheidsduur van hun kaart bijna verstreken is. Dit is hun eigen verantwoordelijkheid. In geval van vergetelheid kunnen zij zich in geen geval tegen de gemeentelijke overheid keren.

Artikel 33: Iedere aanvraag voor verlenging moet bij de gemeente worden ingediend uiterlijk **60** werkdagen voordat de vorige geldigheidsperiode verstreken is.

Artikel 34: De lijst van documenten om elk type kaart te verkrijgen, is alleen ter informatie en niet-uitputtend.

Artikel 35: Zodra de begunstigde van een vrijstellingskaart niet meer aan de toekenningsvoorwaarden voldoet, moet hij de gemeente daarvan op de hoogte brengen door de kaart terug te geven indien het om een materiële kaart gaat ~~zoals opgelegd door~~ **overeenkomstig artikel 5, § 1, van** het ministerieel besluit 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart.

Artikel 35bis: Bij een nieuwe aanvraag of bij de verlenging van de vrijstellingskaart, zullen de toegangsvoorwaarden worden gecontroleerd. De bewonerskaart zal geweigerd of onmiddellijk ingetrokken worden in geval van bedrog of valse verklaring, zonder terugbetaling van het gestorte recht.

Artikel 36: Het bedrag van de vrijstellingskaart blijft volledig verschuldigd Het bedrag voor het eerste jaar blijft integraal verschuldigd. Het bedrag van de retributie bovenop dit bedrag voor het eerste jaar wordt, in voorkomend geval, terugbetaald ten belope van de nog resterende volledige maanden waarin de vrijstellingskaart niet werd gebruikt.

~~**Artikel 37:** Zowel voor materiële als virtuele kaarten annuleert de gemeente en/of het Agentschap annuleert van rechtswege de vrijstellingskaarten waarvoor de voorwaarden van de aanvrager zodanig zijn gewijzigd dat hij niet langer voldoet aan de toekenningsvoorwaarden.~~

Artikel 38: In geval het plan met de deelsectoren voor parkeren of de vaste parkeersectoren wordt gewijzigd, zullen de betreffende vrijstellingskaarten worden vervangen vanaf de datum dat de nieuwe kaart van kracht wordt.

Artikel 39: In het kader van een optimale coördinatie en een rationeel beheer, inzonderheid in het kader van het project voor sectorindeling van het gewest, kunnen de vrijstellingskaarten van andere gemeenten, in voorkomend geval worden erkend op het grondgebied van de gemeente.

Artikel 40 : Er wordt geen vrijstellingskaart afgegeven:

- Voor voertuigen van meer dan 3.5T
- Voor voertuigen van minder dan 3,5T van de volgende types (categorie DIV):
- Sleepwagen;
- Trailer;
- Camper;
- Bussen en Autocars ;
- Landbouwmaterieel (inclusief quad) ;
- Industriële uitrusting ;
- tractoren ;
- Inschrijvingsmerken voor "proeven" die beginnen met "ZZ".

Deze lijst is niet exhaustief.

Artikel 41 : Vanaf 1 mei 2025 en vervolgens om de drie jaar wordt de prijs van de vrijstellingskaarten automatisch en automatisch geïndexeerd aan het indexcijfer van de consumptieprijzen. De nieuwe prijs resulteert uit de volgende formule: prijs vermenigvuldigd met de nieuwe index en gedeeld door de oorspronkelijke index. De nieuwe index is de consumentenprijsindex die geldt in de maand januari die aan de indexeringsdatum voorafgaat. De basisindex is de consumentenprijsindex voor januari 2023.

Het tarief dat voortvloeit uit de in de vorige alinea bedoelde berekening wordt naar beneden afgerond op de dichtstbijzijnde euro.

Afdeling 2.- Vrijstellingskaart “buurtbewoner”

Onderafdeling 1.- Begunstigden

Artikel 42: Kunnen genieten van de "bewonerskaart":

- Personen ingeschreven in het bevolkingsregister of wachtregister van de gemeente Oudergem;
- Personen die gedomicilieerd zijn in de gemeente en die over een voertuig beschikken dat is ingeschreven in het buitenland, gedurende de periode van aanvraag van een Belgische inschrijving ~~beperkt tot 3 maanden~~. **In dit geval wordt de bewonerskaart uitgereikt tegen het jaartarief maar voor een beperkte duur van 3 maanden. Indien de kentekenplaat daadwerkelijk ingeruild wordt, wordt de geldigheid van de vrijstellingskaart verlengd met 9 maanden;**

- Elke persoon die in België verblijft en die over een voertuig beschikt dat is ingeschreven in het buitenland, moet dit laten inschrijven in België binnen met uitzondering van ~~de 5~~ sommige gevallen opgesomd in het artikel 1 van het Koninklijk Besluit van 18.06.2014 dat het artikel 3 van het Koninklijk Besluit van 20 juli 2001 wijzigt;

Indien de persoon vrijgesteld is van een inschrijving, wordt er rekening gehouden met de attesten uitgeleverd door de Federale Overheidsdienst van Binnenlandse Zaken, Vreemdelingenzaken, Federale Overheidsdienst van Buitenlandse Zaken, Protocoldienst, of een Ambassade of een Consulaat waarvoor de persoon werkt;

- Personen die een tweede verblijfplaats hebben in de gemeente Oudergem;
- Personen die gedomicilieerd zijn op het grondgebied van de betreffende gemeente van Oudergem en die een specifieke parkeerbehoefte hebben in het kader van een door de ~~Administratie~~ **Brussel Mobiliteit** erkend autodeelsysteem voor particulieren. Het voertuig wordt gedeeld door minstens drie particulieren, waarvan er minstens twee gedomicilieerd zijn in een of meer verschillende gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 43: In de in artikel 42 bedoelde gevallen kan een vrijstelling kaart "bewoner" allen worden verleend aan personen die hun woonplaats of hun tweede woonplaats in een reglementeerde "blauwe" zone hebben.

Onderafdeling 2.- Aantal kaarten per gezin

Artikel 44: Het aantal kaarten per gezin is beperkt tot 2.

Onderafdeling 3.- Prijs en geldigheidsduur van de "bewonerskaart"

Artikel 45: De prijs en geldigheidsduur worden als volgt bepaald:

- Eerste vrijstellingskaart voor het gezin: **15** euro per jaar;
- Tweede vrijstellingskaart voor het gezin: **120** euro per jaar;
- Voor personen met een tweede verblijf kan slechts één kaart worden uitgereikt voor: **500** euro voor 12 maanden;
- Voor de personen die een voertuig bezitten dat geregistreerd is in het buitenland :
 - ° 1 jaar indien de titularis van de registratie zijn voertuig niet moet registreren in België
 - ° 3 maanden indien de titularis van de registratie zijn voertuig moet registreren in België. De geldigheid wordt verlengd met 9 maanden in geval van een effectieve verandering van de buitenlandse registratie in Belgische registratie met een cumulering van maximaal 12 maanden.

- In geval van wijziging van buitenlandse inschrijving in Belgische inschrijving: tarief afhankelijk van het aantal kaarten in het gezin.

- Het tarief voor voertuigen gedeeld door particulieren hangt af van het aantal kaarten in het gezin en van de tarieven die de gemeente heeft bepaald voor de sector(en) waarvoor de vrijstellingskaart wordt aangevraagd.

Onderafdeling 4.- Soorten zones waarin de vrijstellingskaart geldig is

Artikel 46: De vrijstellingskaart "buurtbewoner" is geldig binnen de blauwe zones.

Onderafdeling 5.- Sectoren waarin de kaart geldig is

Artikel 47: De houders van een bewonerskaart mogen hun voertuig alleen parkeren binnen de grenzen van de sector die hen werd toegewezen.

Onderafdeling 6.- Documenten die moeten worden voorgelegd voor het verkrijgen van een vrijstellingskaart

Artikel 48: De aanvrager moet volgende documenten voorleggen:

- het inschrijvingsbewijs van het voertuig bij de DIV-deel **1 recto verso**.
- het bewijs dat het voertuig is ingeschreven op zijn naam of dat hij er permanent over kan beschikken als hij niet de titularis is van de kentekenplaat.
- voor een leasingvoertuig: het bewijs van leasing dat de naam van de aanvrager uitdrukkelijk moet vermelden alsook de nummerplaat.
- voor bedrijfsvoertuigen: Indien het voertuig beschikbaar is gesteld door de werkgever, een attest ondertekend door de werkgever – op papier met briefhoofd van de maatschappij – specificërend dat de

aanvrager de permanente gebruiker is van het voertuig.

- De statuten van de maatschappij als de eigenaar van het voertuig de beheerder of de administrateur van de maatschappij is.

- voor een voertuig op naam van een derde persoon, moet de aanvrager verplicht een kopie voorleggen van het verzekeringscontract waarin is vermeld dat hij de hoofdbestuurder van het voertuig is.

- de identiteitskaart, of een volmacht met de identiteitskaart van de aanvrager in het geval deze zich niet persoonlijk aanbiedt. **In dat geval moet de volmacht de naam vermelden van de persoon die zich aandient in de plaats van de verzoeker en het document waarvoor het verzoek wordt gedaan.**

- voor een tussen particulieren gedeeld voertuig: het inschrijvingsbewijs van het voertuig bij de DIV en het bewijs van betaling van de aansluiting bij een gespecialiseerd platform voor autodelen tussen particulieren en de overeenkomst die de partijen betrokken bij het delen van het voertuig verbindt;

~~Er bestaat geen specifiek volmacht model. De gegevens die erop vermeld moeten staan zijn de naam en voornaam van de persoon die in de plaats komt van de aanvrager van de bewonerskaart alsook de vermelding van het vereiste document (hier bewonerskaart). De kopie van de identiteitskaart van de aanvrager met goed leesbaar zijn.~~

Deze lijst is informatief en niet-exhaustief. **Ze wordt gepubliceerd op de gemeentelijke website**

Elke inwoner van de gemeente die al over een bewonerskaart beschikt voor een basisvoertuig, kan gratis een tijdelijke kaart aanvragen in het kader van een vervangwagen **van hun basisvoertuig dat niet zou kunnen rijden.**

De toegestane duur zal per geval vastgelegd worden, in functie van de duur van de vervanging – aangetoond door een document van het basisvoertuig – en zal de geldigheidsduur van oorspronkelijke kaart niet mogen overschrijden.

Zolang de vrijstellingskaart niet is toegekend, zal geen enkele gebruiker zich kunnen beroepen op enig recht, hieraan verbonden.

Afdeling 3.- Vrijstellingskaart « professioneel »

Onderafdeling 1.- Begunstigden

Artikel 49: Komen in aanmerking voor dit type kaart:

- Bedrijven en zelfstandigen: de gemeente verleent maximaal 2 vrijstellingskaarten “professioneel” per economische eenheid.

- Onderwijsinstellingen: de gemeente verleent maximaal 2 vrijstellingskaarten “professioneel” per eenheid van onderwijsinstellingen.

- Personeelsleden van de politiezone **waartoe de gemeente behoort: de gemeente verleent maximaal 2 vrijstellingskaarten “professioneel” per politiezone.**

Artikel 50: In de in artikel 49 bedoelde gevallen, kan een vrijstellingskaart alleen worden verleend aan aanvragers die hun hoofdkantoor, vestigingsplaats, onderwijsinstelling of politiezone in een reglementeerde “blauwe” zone hebben.

Onderafdeling 2.- Prijs

Artikel 51: De prijzen voor de kaarten voor bedrijven en zelfstandigen bedragen 200 euro/jaar en voor elke kaart.

Artikel 52: De prijs van de kaart voor onderwijsinstellingen bedraagt 200 euro/jaar per sector.

Artikel 53: De prijs voor de personeelsleden van de politiezones: 200 euro/jaar per sector.

Onderafdeling 3.- Prijzen - Bijzondere modaliteiten betreffende de politiediensten en de onderwijsinstellingen

Artikel 54: Wanneer het personeelslid werkzaam is als agent in meerdere commissariaten, is de vrijstellingskaart geldig voor de verschillende parkeersectoren waarin de commissariaten gelegen zijn. In dat geval betaalt de begunstigde de prijs van de vrijstellingskaart voor elke gevraagde sector. De prijs van de kaart kan variëren volgens de tarieven die worden gehanteerd door de gemeenten waarin de vrijstellingskaart geldig is.

Artikel 55: Wanneer het personeelslid van een onderwijsinstelling werkzaam is in meerdere scholen, is de vrijstellingskaart geldig voor de verschillende parkeersectoren waarin de scholen gelegen zijn. In dat geval betaalt de begunstigde de prijs van de vrijstellingskaart voor elke gevraagde sector. De prijs van de kaart kan variëren volgens de tarieven die worden gehanteerd door de gemeenten waarin de vrijstellingskaart geldig is.

Onderafdeling 4.- Soorten zones waarin de vrijstellingskaart geldig is

Artikel 56: De vrijstellingskaart "professioneel" is geldig in de blauwe zones.

Onderafdeling 5.- Sectoren waarin de kaart geldig is

Artikel 57: De houders van die vrijstellingskaart mogen hun voertuig alleen parkeren binnen de grenzen van de sector(en) die hen werd(en) toegewezen.

Onderafdeling 6.- Indiening van de aanvraag

Artikel 58: Het bedrijf, de onderwijsinstelling of de politiezone stelt één verantwoordelijke aan om de vrijstellingskaarten af te halen bij de gemeente.

Artikel 59: Het bedrijf, de onderwijsinstelling of de politiezone verdeelt de kaart onder het personeel volgens zijn eigen regels.

Onderafdeling 7.- Documenten die moeten worden voorgelegd voor het verkrijgen van de vrijstellingskaart

Artikel 60: De lijst van de te bezorgen document. Deze lijst is informatief en niet-exhaustief.

- Een recto/ verso kopie van deel 1 van het inschrijvingsbewijs,

indien van toepassing:

- De statuten van de vennootschap gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad
- De gegevens van de Kruispuntbank in het geval van een privépersoon - zelfstandige - of vestigingsplaats anders dan het hoofdkantoor - business unit
- Een attest van de werkgever
- De arbeidsovereenkomst maar ervoor te zorgen dat de gevoelige privégegevens onleesbaar zijn.

Deze lijst is informatief en niet-exhaustief. **Ze wordt gepubliceerd op de gemeentelijke website**

Artikel 61: In elk geval moet de aanvraag voor de vrijstellingskaart "professioneel" vergezeld zijn van een scholenvervoerplan of een bedrijfsvervoerplan, naargelang het geval, of een goedgekeurd equivalent daarvan.

Afdeling 4.- Vrijstellingskaart "Bezoeker"

Onderafdeling 1.- Begunstigde

Artikel 62: Kunnen genieten van de vrijstellingskaart "bezoeker", de bezoeker(s) van een gezin. De kaart wordt steeds uitsluitend uitgereikt aan Brusselse gezinnen, voor hun bezoekers.

Onderafdeling 2.- Prijs

Artikel 63: De prijs van de vrijstellingskaart bedraagt 2,5 euro per voertuig per periode van 4 uur en 30 minuten.

Onderafdeling 3.- Aantal perioden per gezin per jaar

Artikel 64: Het aantal parkeerperioden (4u30) dat kan worden toegekend per jaar en per gezin bedraagt maximum 100.

Onderafdeling 4.- Soorten reglementering waarin de vrijstellingskaart geldig is

Artikel 65: De vrijstellingskaart "bezoeker" is geldig in de blauwe zones.

Onderafdeling 5.- Sectoren waarin de kaart geldig is

Artikel 66: De kaart "bezoeker" is geldig binnen de grenzen van de parkeersector die eraan werd toegewezen.

Artikel 67: Gezinnen die een vrijstellingskaart "buurtbewoner" hebben voor de gemeente van Oudergem krijgen **dezelfde parkeersector toegewezen als die van hun bewonerskaart.**

Onderafdeling 6.- Documenten die moeten worden voorgelegd voor het verkrijgen van de vrijstellingskaart

Artikel 68: De aanvrager moet volgende documenten voorleggen:

- het inschrijvingsbewijs van het voertuig bij de DIV; **deel 1 recto-verso**

- een kopie van de identiteitskaart van de persoon die woonachtig is op het grondgebied van de gemeente.

Deze lijst is informatief en niet-exhaustief. **Ze wordt gepubliceerd op de gemeentelijke website**

HOOFDSTUK II.- VRIJSTELLINGSKAARTEN DIE UITSLUITEND DOOR HET PARKEERAGENTSCHAP WORDEN UITGEREIKT, GELDIG OP GEWESTELIJKE SCHAAL.

Artikel 69: De vrijstellingskaarten "zorgverlener van dringende medische hulp", "medische zorgverlener aan huis", "autodelen" en de kaart "professioneel" (geval specifiek voorzien in art. 84, §1, 2° van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, **alsook van zijn latere wijzigingen**) worden uitgereikt door het Parkeeragentschap volgens de modaliteiten en voorwaarden zoals vastgelegd door de bevoegde administratieve overheid.

HOOFDSTUK III.- VRIJSTELLINGSKAART UITGEREIKT DOOR DE FOD SOCIALE ZEKERHEID

Artikel 70: De Europese parkeerkaart voor personen met een handicap geldt als vrijstellingskaart **mits deze zichtbaar in het midden tegen de binnenkant van de voorruit is aangebracht.**

Artikel 71: Die kaart is geldig in alle door het Gewest bepaalde parkeersectoren in de rode, oranje, grijze, blauwe, groene en "evenementen"-zones.

TITLE IV.- SLOTBEPALING

Artikel 72: Het aangepaste reglement wordt van kracht op ~~de vijfde dag na de dag van publicatie ervan~~ **1 mei 2023.**

Artikel 73: het College ven Burgemeester en Schepenen delegeert aan de dienst Mobiliteit de opstelling van de aanvraagformulieren betreffende de vrijstellingskaarten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris d.d.,
(g) Thibault Delforge

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 31 maart 2023

De Gemeentesecretaris,
Bij opdracht,

De Burgemeester,

Fred Prévost

Sophie de Vos